

ANALYSE DU 17 SEPTEMBRE 2012

## FAURE GNASSINGBE ET LES TOGOLAIS : Le retour de la démocratie du « coupe-coupe »

Comment des miliciens peuvent-ils se promener avec des machettes, des coupe-coupe et s'en servir au vu et à la barbe des militaires, gendarmes et policiers de Faure Gnassingbé, sans qu'aucune des forces dites de « sécurité » au Togo n'intervienne. C'est ce qui s'est passé au Togo le 15 septembre 2012 alors que la marche pacifique de manifestation pour le retour de la vérité des urnes allait s'engager.

### 1. L'INVITE SURPRISE ET LA DEMOCRATIE DE L'OMBRE

La démocratie de l'ombre de Jean Ping pourrait ne pas résoudre le problème à moins que Le Président de la Commission l'Union africaine sortant d'ici la mi-octobre 2012, officiellement, ne vienne chercher un travail pour l'après l'UA comme médiateur au Togo. Mais dans le cas de la Côte d'Ivoire, il avait annoncé le premier que le tenant du pouvoir devait céder la place. Est-ce qu'il est venu avertir Faure Gnassingbé ?

Comment le Dr Jean Ping peut-il annoncer qu'il est satisfait du déroulement du « *dialogue togolais* » alors que les positions sur le code électoral, le découpage des circonscriptions législatives et les réformes constitutionnelles et institutionnelles ne sont que celles de Faure Gnassingbé. Un Dialogue ou un Monologue ? Comment peut-il croire que cet énième dialogue qui n'a réuni que les partis et les mouvements de la société civile, appartenant à la mouvance présidentielle - ou navigant à vue au gré du vent à ses côtés - peut servir de fondement à un retour de la confiance entre les acteurs politiques au Togo ? Il est vrai que Jean Ping a rappelé au Gouvernement et à Faure Gnassingbé qu'il fallait œuvrer « *en faveur du dialogue aux fins de trouver des solutions consensuelles aux questions qui font l'objet de préoccupations* »<sup>1</sup>.

Peut-on selon Jean Ping « *approfondir la démocratie au Togo* » sans les nombreux partis et organisations de la société civile togolaises, qui optent pacifiquement pour l'alternance politique au moyen de la vérité des urnes, et le respect du non-cumul de mandat par Faure Gnassingbé ? Non décidément, la démocratie de l'ombre du Président de la Commission de l'Union africaine sortant ne doit plus s'appliquer au Togo. Comment devant le Premier Ministre Kwesi Ahoomey-Zunu seulement cinq partis de la mouvance présidentielle qui ont participé au dialogue (Alliance, CPP, PDR, UFC et UNIR) et les deux organisations de femmes (GF2D et REFAMP) qui n'ont pas respecté la « *grève du sexe* », peuvent-ils faire une majorité sans la vérité des urnes ?

## 2. 5 PARTIS DE FAURE GNASSINGBE DECIDENT POUR 6 DE LA MOUVANCE ALTERNATIVE

Il y a donc 6 partis togolais (ANC, CAR, CDPA, OBUTS, PDP et PRR) qui ne se sont pas présentés et ont motivé leur absence par l'absence de confiance dans ce dialogue et dans ce gouvernement. Ils auraient souhaité un « *dialogue sérieux, franc et sincère* ».

Le Collectif Sauvons le Togo (CST) a toujours souhaité la présence d'un ou de plusieurs médiateurs. Le PNUD et l'Union européenne (UE)<sup>2</sup> ne sont pour le moment que des observateurs silencieux. Il faut donc rechercher une médiation. Celle-ci ne peut se faire uniquement parmi les réseaux ésotériques qui n'ont pas réussi à ramener la paix au Togo. C'est donc une équipe de médiation qui doit être proposée et approuvée par les deux pôles politiques togolais, à savoir la mouvance présidentielle et la mouvance de l'alternance démocratique. Cette bipolarisation doit être clarifiée et stabilisée car les déclarations de mécontentement de Gilchrist Olympio sur les résultats de ce dialogue et en désaccord avec ses propres militants de l'UFC/AGO pourrait le faire changer de camp à terme. Il n'est jamais trop tard pour reconnaître ses errements et rejoindre sa famille politique d'origine.

La limitation du mandat du Président de la République est une vaste mascarade. Rien sur l'élection à deux tours afin de permettre au premier tour de mesurer la légitimité réelle des partis politiques et favoriser les alliances au second tour. Rien sur le départ de Faure Gnassingbé en 2015 puisqu'il est en train de terminer son deuxième mandat. Le fait de lui concéder une re-éligibilité une seule fois devrait lui permettre de se représenter en 2015 et en 2020 et quitter le pouvoir en 2025 s'il ne renouvelle pas l'opération d'ici là. Tout ceci nous amène le Togo à avoir Faure Gnassingbé comme président jusqu'en 2035. Est-ce que c'est ce que veut le Peuple togolais ? Et par-dessus tout, est-ce que cela correspond au vrai visage d'une démocratie moderne au 21<sup>ème</sup> siècle ? Poser la question c'est déjà y répondre !

Pour ce qui est du Sénat qui sera instauré pour un mandat de six ans avec  $\frac{3}{4}$  des personnalités élues par des représentants des collectivités territoriales et  $\frac{1}{4}$  désignés par le Président de la République, il s'agit encore une fois d'une grande mascarade. En effet, rien n'est clair sur la vérité des urnes qui porterait les  $\frac{3}{4}$  des représentants des collectivités territoriales au pouvoir. Quant au choix du Président de la République, quel déni de démocratie.

Enfin, il est proposé que les 9 membres de la Cour Constitutionnelle soient élus sans renouvellement pour un mandat de 7 ans mais par leurs pairs au lieu d'être désignés par le Président de la République. Ici la mascarade devient un travestissement de la « démocratie ». Comment est-ce que la Cour Constitutionnelle choisira parmi ses pairs des juges qui pourraient ne pas avoir la « pensée unique » de la Cour Constitutionnelle togolaise, celle qui avalise depuis

maintenant des décennies la contrevérité des urnes ? Le peuple togolais doit pouvoir donner son aval sur tout ceci.

### 3. LA DIPLOMATIE DE L'OMBRE NE VOIT PAS LA DEMOCRATIE DU « COUPE-COUPÉ »

On comprend que ce dialogue de Faure Gnassingbé ressemble plus à une approbation des options du système de Faure Gnassingbé que de la résultante d'un dialogue franc, sérieux et productif.

Apparemment, Jean Ping n'a vu que du feu. Mais plus grave, comment le Dr Jean Ping peut-il ne pas parler des violences, des blessés à la machette par les milices de Faure Gnassingbé et de ceux qui sont morts pour la démocratie togolaise ?

Faut-il rappeler que le 15 septembre 2012, le Front Républicain pour l'Alternance et le Changement (FRAC), et le Collectif Sauvons le Togo (CST) ont effectué leur marche de protestation pacifique conformément à la constitution togolaise. Mais alors que les militants et sympathisants se rassemblaient dans la matinée, des miliciens habillés en T-shirt noir, armés de coupe-coupe, de couteaux, de gourdins et autres armes de destruction « rapide » de la population togolaise, se sont rués sur les populations et notamment sur ceux de l'ANC, plus visibles du fait de leur T-shirt. Des blessés à la tête au niveau de la direction de l'ANC (Mr Kolani Sambène, vice-Président), et de nombreuses personnes qui ont essuyé des frappes de coupe-coupe<sup>3</sup>. Les vidéos sont insoutenables<sup>4</sup>. Le sang a coulé pour Faure Gnassingbé. Mais ce que Jean Ping a oublié de « rappeler » est que les forces de sécurité togolaises qui étaient présentes ont eu une attitude passive. Ce silence coupable a permis des violences qui n'honorent pas le Togo, ni Faure Gnassingbé et son système. Comme ces mêmes forces dites de sécurité au Togo n'ont arrêté personne, la connivence ou tout au moins la complicité, ne sont pas à écarter. Mais Jean Ping aurait pu faire état de cela puisque le sang a coulé au cours de son séjour togolais.

Même les représentants de la presse et des médias identifiables par leur tenue (journalistes) n'ont pas pu faire leur travail tant les miliciens tapaient à l'aveuglette.

Enfin, ces miliciens du système Faure Gnassingbé se sont repliés dans le camp de la Gendarmerie nationale du Togo en motos. S'agissait-il de forces dites de sécurité qui n'étaient en civil que pour bafouer les droits humains, violenter le peuple togolais dans ses droits les plus légitimes pour manifester pour la manifestation de la vérité des urnes ?

Ces miliciens sont-ils des agents travaillant aux ordres directs ou indirects de Faure Gnassingbé ? Autrement dit, faut-il comparer Faure Gnassingbé au Président de la Syrie qui massacre son propre peuple ? Cela ne va certainement pas empêcher les prochaines marches de la population togolaise pour réclamer la vérité des urnes au Togo. Qui tente de faire oublier

que la vérité des urnes de 2010 aurait porté au pouvoir Jean-Pierre Fabre, le Président de l'ANC ?

Au-delà, avec l'accumulation des affaires Kpatcha, Agba et Bodjona et les problèmes internes au nouveau parti RPT/UNIR, est-ce que le système de Faure Gnassingbé n'est pas en train de se déliter ? Mais, où est passé Gilbert Bawara, le ministre de l'administration du territoire de la décentralisation et des collectivités locales qui aurait instrumental dans le financement et la violence des milices de Faure Gnassingbé ? Entre fuite selon certaines sources et détention selon d'autres, la vérité est qu'il n'a pas la conscience tranquille. Il suffit qu'il se présente aux médias pour stopper les commentaires de « *radio trottoir* ? » Au demeurant, quand est-ce qu'il va annoncer que le parti Sursaut de Kofi Yamgnane est opérationnel ? Bref, est-ce encore la diplomatie de l'ombre ?

#### 4. COMMENT AVANCER ?

Si le dialogue de Faure Gnassingbé doit se poursuivre avec de « *vrais médiateurs* » au rang desquels des représentants de pays et non des représentants d'institutions, le choix de ces pays doit se faire sur une base paritaire compte tenu de la bipolarisation de la vie politique togolaise. D'ailleurs, il faut considérer les présentes positions issues de ce dialogue entre les partis et associations de la mouvance présidentielle de Faure Gnassingbé comme les bases d'une discussion et non comme la résultante de celle-ci. Il faut donc maintenant que les partis de l'alternance politique et les mouvements citoyens puissent aussi faire leurs propositions et les faire savoir au Peuple togolais.

Les partis et organisations de la société civile de la mouvance de l'alternance démocratique ne doivent plus se laisser piéger par le « refus de proposition ». Refuser d'aller au dialogue à la Primature ne doit pas signifier que ces mouvements n'ont rien à offrir au peuple togolais. CST élargi y compris avec la Diaspora togolaise doivent faire savoir leur position tout en maintenant la pression. Peut-être que c'est le seul langage que comprennent ceux qui ont systématiquement refusé l'avènement de la vérité des urnes au Togo, ce depuis près de 49 ans.

#### 5. RECOMMANDATIONS DE CVU-TOGO-DIASPORA

Le cvu-togo-diaspora, financièrement autonome, intellectuellement libre et ne dépendant d'aucun parti, ni d'aucun individu, recommande les points suivants pour sortir de la crise togolaise :

1. Les miliciens de Faure Gnassingbé doivent être identifiés et livrés à une justice à compétence internationale, tôt ou tard ; les blessés et morts doivent être honorés par le Peuple togolais et indemnisés, tôt ou tard ;
2. Les médiateurs ne peuvent être des institutions mais des Etats afin de s'assurer d'une meilleure participation active et neutre. Il va de soi que les pays n'ayant pas d'antécédents coloniaux avec le Togo seront préférés. Mais le choix des pays doit se faire sur une base paritaire et donc consensuelle entre la mouvance présidentielle et la mouvance de l'alternative démocratique au Togo ;
3. Le dialogue de Faure Gnassingbé ne peut se poursuivre sans une contre-proposition de la mouvance de l'alternative démocratique afin de permettre au peuple togolais et à la communauté internationale de connaître les positions. Une conférence de presse pourrait largement permettre d'énoncer ces points. Les marches de protestation, ne serait-ce qu'à la mémoire des morts et blessés et contre l'impunité des miliciens et la complicité des forces dites de sécurité au Togo doivent se poursuivre selon l'article 150 de la Constitution togolaise ;
4. Les partis de la mouvance de l'alternative démocratique doivent démontrer qu'ils peuvent offrir des solutions opérationnelles au Togo tout en manifestant pour permettre l'avènement d'une société de confiance.

17 septembre 2012.



Dr Yves Ekoué AMAÏZO  
Coordinateur Général

---

<sup>1</sup> Lambert ATISSO et Junior AUREL (2012). « Dialogue politique au Togo: L'Union Africaine "note avec satisfaction" les conclusions des discussions », in *Savoir News*, 15 septembre 2012, voir aussi *Ici Lomé* <<http://icilome.com/nouvelles/news.asp?id=1&idnews=20725>> accédé le 16 septembre 2012.

<sup>2</sup> Les observateurs sont : Mme Khardiata Lo Ndiaye, le Coordonnateur résident du Système des Nations Unies avec sa deuxième casquette de Représentant Résident du PNUD au Togo et Mr Patrick Spirlet, Chef de la Délégation de l'Union européenne

---

<sup>3</sup> Aghu (2012). « Togo : Des miliciens empêchent par la violence une marche du CST à Lomé », in *Koaci.com*, 15 septembre 2012, voir <<http://www.koaci.com/articles-77524>> accédé le 16 septembre 2012

<sup>4</sup> LE TOGOVI (2012). « Massacres par les milices du RPT-UNIR de Faure Gnassingbé appuyées par la police », 15 septembre 2012, voir : < [https://www.youtube.com/watch?feature=player\\_embedded&v=rW3aR3n9Gg8](https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=rW3aR3n9Gg8)> accédé le 16 septembre 2012.